

TENDANCES INTERNATIONALES - La reprise côle un peu dans les économies avancées tandis que les économies émergentes sont toujours en prise avec un fléchissement de leur activité

↳ La croissance mondiale ne repartira pas encore en 2016

Selon les dernières prévisions du FMI d'avril 2016, **la croissance mondiale est anticipée à +3,2% en 2016, soit à peine au dessus de celle enregistrée au cours de l'année écoulée (+3,1%)**. Plus inquiétant, ces prévisions s'inscrivent en repli de 0,2 point comparé à celles de janvier et de 0,4 point comparé à celles d'octobre 2015. **En d'autres termes, les perspectives pour l'économie mondiale demeurent relativement moroses et les risques d'un affaiblissement plus notable sur la période à venir ont globalement augmenté au cours des six derniers mois.**

Cette évolution à la baisse des perspectives de croissance continue de traduire **la poursuite du ralentissement de l'activité dans la plupart des grands pays émergents, la forte dégradation des termes de l'échange pour les pays producteurs de matières premières, mais aussi, et particulièrement depuis le 4^{ème} trimestre 2015, une baisse de l'activité dans les économies avancées (particulièrement aux États-Unis et au Japon).**

Dans ce contexte de faiblesse persistante de la demande à l'échelle mondiale, **les échanges de marchandises continuent de s'inscrire dans une phase baissière, et notamment sur les 2 derniers trimestres** (à noter que la baisse des montants mensuels exportés observée entre mi-2014 et début 2015 sur le graphique ci-contre traduit la forte baisse des prix du pétrole).

↳ Contraction très sensible de l'investissement à l'échelle mondiale en 2015

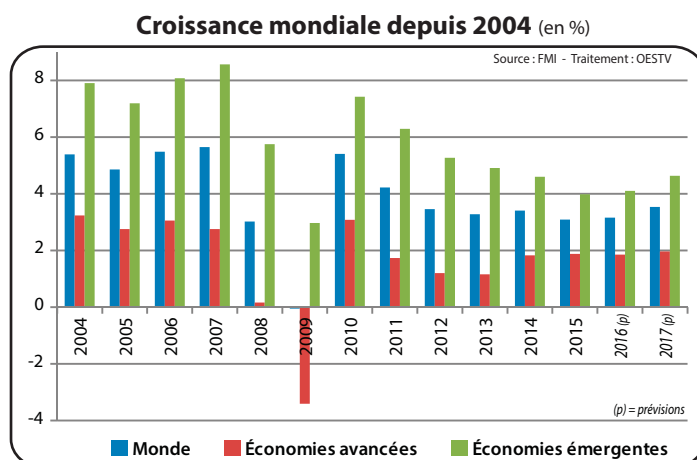
Cette contraction des échanges illustre également le fléchissement de l'investissement dans les pays émergents : rééquilibrage de l'économie chinoise vers un modèle davantage basé sur la consommation intérieure et moins sur l'exportation (moins d'investissements dans l'appareil productif - la Chine représente ces dernières années autour de 25% de l'investissement mondial) et forte baisse des immobilisations dans les pays exportateurs de produits de base (le FMI estime notamment que les immobilisations dans le secteur du pétrole et du gaz auraient baissé de près de 25% en 2015 comparé à 2014 dans les grands pays exportateurs d'énergie).

↳ Matières premières : poursuite du repli sur un an... mais tendance à un début de correction depuis 3 mois

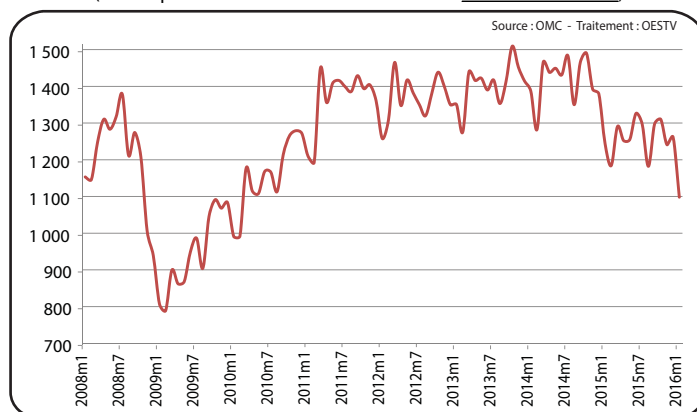
Entre mi-avril 2015 et mi-avril 2016, l'indice global des matières premières s'est encore replié de 22%. Le baril de pétrole a poursuivi sa chute (-30%), tout comme les métaux non ferreux (-20% pour le cuivre et le plomb, -17% pour l'aluminium, -15% pour le zinc et le nickel) ainsi que nombre de produits agricoles (blé -4%, avoine -27%, café -11%, soja -1,5%). **Depuis le début 2016, une tendance à la correction semble toutefois être à l'oeuvre pour nombre de produits de base.** Après avoir atteint un point bas mi-janvier à moins de 30\$, la baril de pétrole s'affiche en effet aujourd'hui autour de 43\$. Pour les métaux non ferreux, la tendance est aussi à la hausse dans des marchés qui peuvent toutefois demeurer erratiques : +5 à +10% pour le cuivre, le plomb, l'aluminium et le nickel, + 27% pour le zinc,...

↳ Des marchés financiers très volatiles depuis l'été dernier qui reflètent les interrogations qui pèsent sur la croissance mondiale

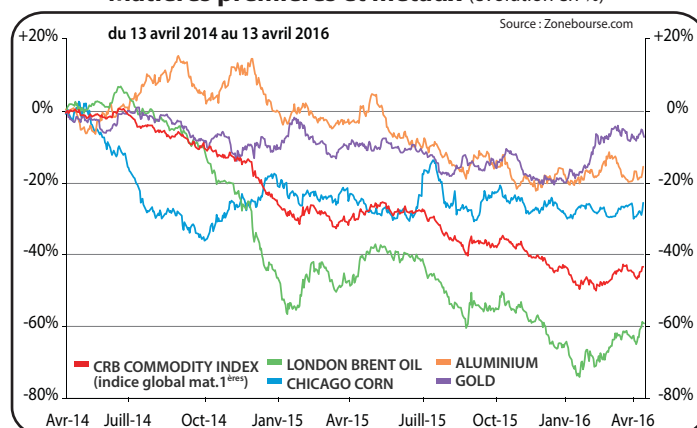
Après d'importantes turbulences en Chine l'été dernier, ce sont l'ensemble des marchés financiers mondiaux qui ont été marqués par une forte volatilité depuis décembre 2015. Cette dernière traduit plusieurs points d'incertitude : risques pesant sur la croissance à l'échelle mondiale, préoccupations relatives à la faible marge de manoeuvre dont disposent les économies avancées pour faire face à une éventuelle détérioration de leurs perspectives, situation des secteurs des produits de base (pétrolier et minier notamment), ...



Échanges mondiaux de marchandises de 2008 à janv. 2016 (sens exportations - données mensuelles en milliards de dollars)



Matières premières et métaux (évolution en %)



↳ **ZONE EURO : en 2016, la croissance n'accélérerait pas mais serait toujours soutenue par le prix du pétrole, un taux de change favorable et la reprise de la demande intérieure**

Dans un contexte international peu porteur, la zone euro resterait résiliente et la reprise se poursuivrait en 2016 à un rythme relativement modéré (PIB à +0,4% par trimestre en prévision).

Dans les 4 principales économies de la zone (80% du PIB), la croissance serait tirée principalement par la demande intérieure tandis que le canal des exportations souffrirait de la faiblesse de la demande adressée par les partenaires émergents. Aussi bien en Allemagne, en France, en Italie qu'en Espagne, la consommation des ménages profiterait des gains de pouvoir d'achat (effet pétrole et amélioration progressive du marché du travail) tandis que l'investissement productif poursuivrait son redressement de manière assez significative comme observé depuis plusieurs trimestres.

Au total, sur l'ensemble de l'année 2016, l'activité progresserait de +1,5% en zone euro.

Le climat des affaires du début du printemps dans l'industrie manufacturière confirme toutefois les inquiétudes qui pèsent sur le potentiel de croissance à l'échelle mondiale. Il s'inscrit en effet en repli, à l'exception de la France, depuis l'automne 2015 parallèlement à la dégradation des perspectives de l'économie mondiale ; il demeure néanmoins, partout, au dessus de sa moyenne long terme.

Le marché du travail, enfin, poursuit globalement son amélioration (variable toutefois selon les pays) avec un taux de chômage désormais établi à 10,3% à fin février 2016 pour l'ensemble de la zone, soit le plus faible taux enregistré depuis août 2011. Il s'affiche en repli de 0,9 point sur un an et de 1,8 point comparé à son point haut du printemps 2013.

↳ **ÉTATS-UNIS : une activité toujours portée pour l'essentiel par la consommation et l'investissement des ménages**

L'activité outre-Atlantique a déceléré en fin d'année 2015, freinée par le repli des exportations et l'atonie de l'investissement productif. Ces contraintes continueraient de peser en 2016 compte tenu de l'appréciation passée du dollar et du renversement des immobilisations dans le secteur pétrolier.

À l'inverse, les dépenses des ménages devraient rester vigoureuses et tireraient l'essentiel de la hausse de l'activité. Le marché du travail demeure en effet solide avec un taux de chômage continuellement en recul depuis 2010 (il s'établit désormais à 4,9% en février 2016) et les salaires s'inscrivent consécutivement à la hausse. Ces évolutions, conjuguées à une inflation contenue, à la baisse du prix du pétrole et à un dollar fort, alimentent une hausse du pouvoir d'achat qui dynamise à la fois la consommation de biens et l'investissement dans l'immobilier des ménages.

↳ **ÉCONOMIES ÉMERGENTES : entre atterrissages contrôlés et prolongement de la récession**

En 2015, l'ensemble des pays émergents et en développement a continué de croître mais de nouveau à un rythme plus modéré : +4,0% contre +4,6% en 2014 et +4,9% en 2013. Cette évolution d'ensemble masque toutefois des divergences majeures entre les pays exportateurs de matières premières fortement pénalisés par la baisse des cours et les pays importateurs qui en profitent.

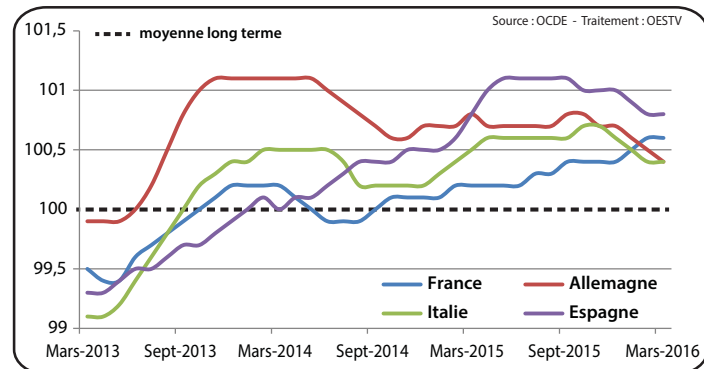
Ainsi, au Brésil, après une année 2014 quasi atone, l'activité s'est très fortement contractée en 2015 (-3,8%). La récession se prolongerait sur le même rythme en 2016 en raison d'une situation financière (baisse des revenus liée aux exportations de matières premières), économique (hausse rapide du chômage, forte inflation, perte de pouvoir d'achat) mais aussi politique très dégradée. En Russie, les facteurs de fragilisation de l'économie sont schématiquement les mêmes (via le canal prix du pétrole et des volumes exportés) et les conséquences pour partie semblables. En 2016, l'activité continuerait ainsi de se replier, quoique moins fortement, dans un climat marqué par l'érosion de la confiance des entreprises et des ménages.

En Chine, même si le rythme de croissance observé en 2015 s'affiche comme le plus faible depuis 25 ans, la situation relève cependant davantage d'un atterrissage progressif d'une économie en phase de transition. L'investissement productif est aujourd'hui en nette contraction, les exportations souffrent depuis plusieurs trimestres (les besoins d'importations baissent aussi) mais la consommation des ménages tend peu à peu à prendre le relais. Cette dernière devrait d'ailleurs contribuer, par son poids croissant, à maintenir une hausse de l'activité de l'ordre de 6,5% en 2016.

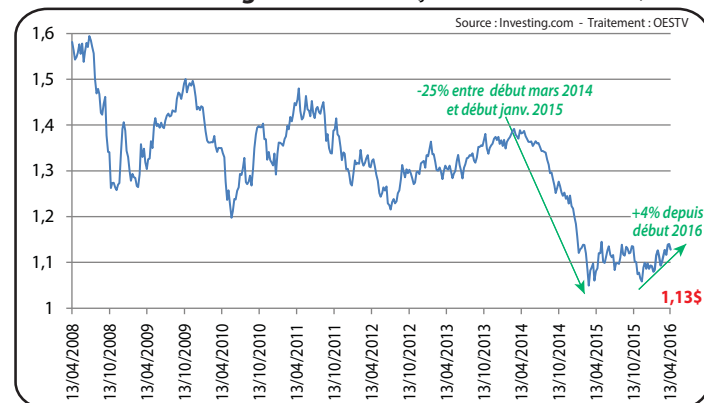
Croissance du PIB et prévisions (en %) (source : FMI - Avril 2016)

	2015	2016 (p)	2017 (p)
ZONE EURO	+1,6	+1,5	+1,6
France	+1,1	+1,1	+1,3
Allemagne	+1,5	+1,5	+1,6
Espagne	+3,2	+2,6	+2,3
Italie	+0,8	+1,0	+1,1
Royaume-Uni	+2,2	+1,9	+2,2
États-Unis	+2,4	+2,4	+2,5
Japon	+0,5	+0,5	-0,1
ÉCONOMIES AVANCÉES	+1,9	+1,9	+2,0
Chine	+6,9	+6,5	+6,2
Inde	+7,3	+7,5	+7,5
Brésil	-3,8	-3,8	+0,0
Russie	-3,7	-1,8	+0,8
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+4,0	+4,1	+4,6
MONDE	+3,1	+3,2	+3,5

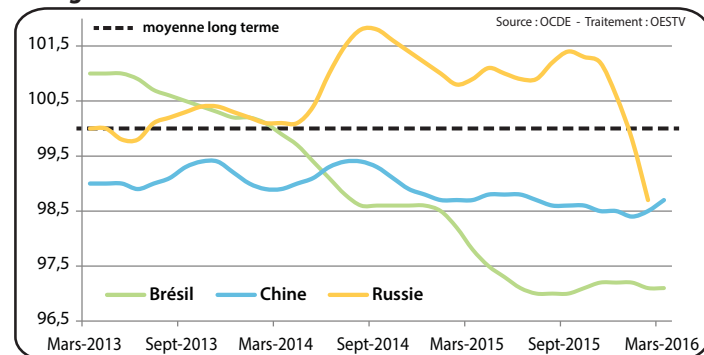
Zone euro - Climat des affaires dans l'industrie manufacturière



Taux de change euro/dollar (journalier au 30/11/2015)



Émergents - Climat des affaires dans l'industrie manufacturière



POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES - Accélération sur l'année 2015

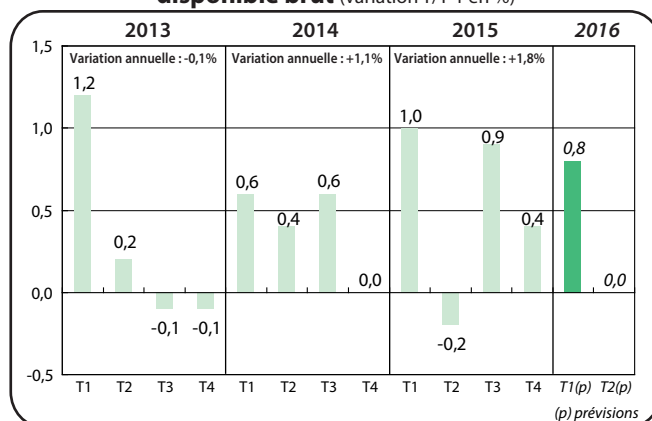
Au 4^{ème} trimestre 2015, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) a ralenti (+0,4%, après +0,9% sur le 3^{ème} trimestre).

Toutefois, sur l'ensemble de l'année 2015, il a accéléré de +1,8% après +1,1% en 2014 et -0,1% en 2013.

En moyenne sur 2015, la masse salariale a progressé de +1,7% (+1,6% en 2014), tandis que l'impôt sur le revenu et le patrimoine ralentissait légèrement (+1,2% contre 1,4% en 2014) en raison notamment des mesures allégeant l'impôt des ménages modestes (suppression de la première tranche du barème et aménagement de la décôte).

En prévision sur le début d'année 2016, le pouvoir d'achat continuerait d'évoluer favorablement au cours du 1^{er} trimestre (+0,8%) avant de stagner au 2^{ème} trimestre (0,0%).

Évolution trimestrielle du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (variation T/T-1 en %)



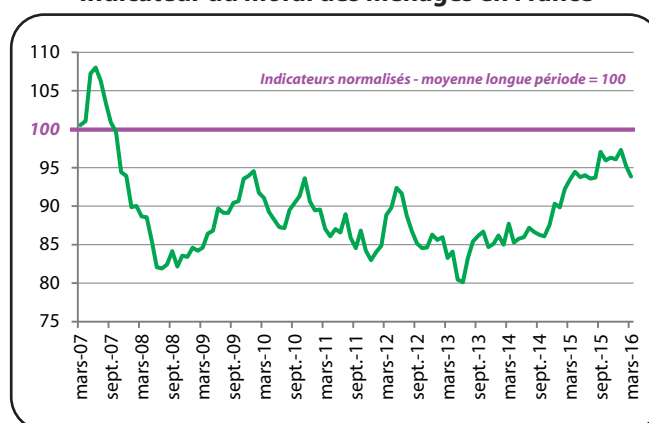
MORAL DES MÉNAGES - En repli sur les 2 derniers mois : la confiance s'érode un peu

En mars 2016, la confiance des ménages a reculé pour le 2^{ème} mois consécutif. L'indicateur synthétique perd 1 point (après -2 points en février) et se situe désormais à 94, soit son plus bas niveau depuis août 2015.

L'opinion des ménages relative à leur situation financière personnelle passée est identique à celle de février. En revanche, les perspectives d'évolution se dégradent de nouveau de 4 points et atteignent leur plus bas niveau depuis février 2015.

Le solde d'opinion sur leur capacité d'épargne actuelle fléchit également de 2 points (plus bas niveau depuis mars 2012) tandis que celui sur leur capacité d'épargne future recule de 4 points. Enfin, l'opinion des ménages sur leur niveau de vie passé et futur se dégrade aussi : les soldes correspondants perdent respectivement 1 et 4 points.

Indicateur du moral des ménages en France



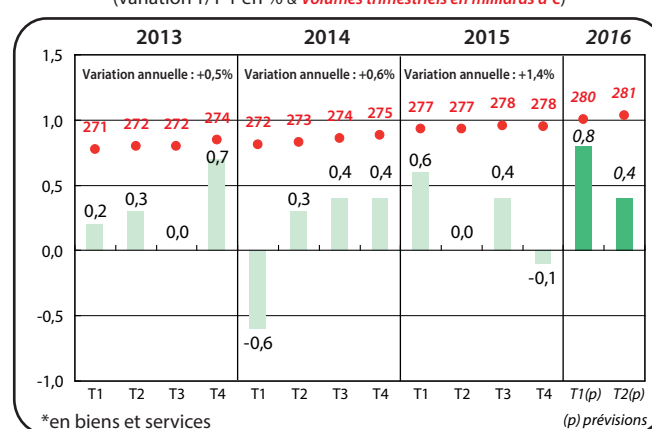
CONSOMMATION DES MÉNAGES - Accélération en 2015 ... confirmation attendue sur le début d'année 2016

En moyenne sur l'année 2015, les dépenses de consommation des ménages ont accéléré de +1,4% après +0,6% en 2014 et +0,5% en 2013.

Les dépenses en "biens fabriqués" ont progressé assez nettement de +2,0% (après +0,6% en 2014) en raison notamment de la bonne dynamique dans les biens d'équipement (+6,9%) et l'automobile (+2,6%). Les dépenses globales d'énergie ont également accéléré : +2,9% après -8,9% en 2014. Enfin, les dépenses des ménages en services s'affichent toujours en progression de +1,0% (+0,7% en 2014).

Au 1^{er} semestre 2016, ces dépenses de consommation des ménages continueraient leur progression, notamment dans les biens fabriqués (+1,3% au 1^{er} trimestre 2016) et dans l'énergie (+1,6% et +1,5% aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2016).

Évolution trimestrielle de la consommation* des ménages (variation T/T-1 en % & Volumes trimestriels en milliards d'€)



INVESTISSEMENT DES MÉNAGES - Toujours en repli ... comme depuis maintenant 4 ans

L'investissement des ménages (essentiellement en logements : achat et entretien-amélioration) poursuit son repli au 4^{ème} trimestre 2015 de -1,0%. En moyenne sur l'année 2015, il recule de -2,8%, soit à un rythme quand même moins soutenu qu'au cours de l'année précédente (-5,3% en 2014).

En prévision sur le 1^{er} semestre 2016, la baisse de l'investissement des ménages se poursuivrait : -0,5% sur le 1^{er} trimestre et -0,4% sur le 2^{ème}.

TAUX DE MARGE DES SNF* - Redressement en 2015 après 2 années de repli

*sociétés non financières

En moyenne sur l'année 2015, le taux de marge (EBE/VA) des sociétés non financières a progressé de +1,6% après 2 années de repli (-0,5% en 2013 et -0,3% en 2014).

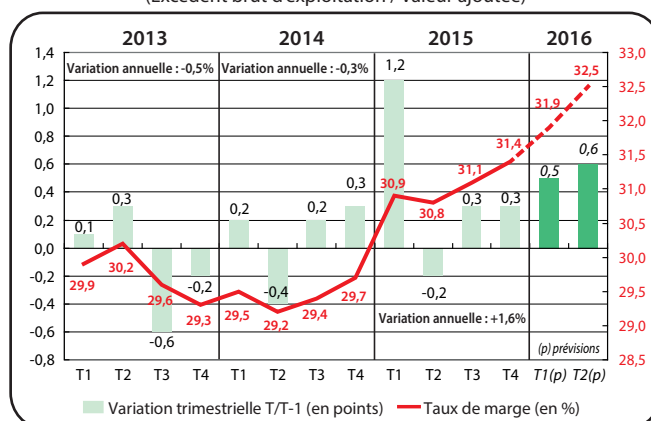
Cette hausse s'explique, en partie, par le relèvement du taux du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), par la baisse des taux d'intérêt (qui réduit le poids des frais financiers dans la valeur ajoutée), ainsi que par celle du prix du pétrole et des matières premières en général.

Au 4^{ème} trimestre 2015, le taux de marge des SNF s'élevait à 31,4% atteignant ainsi son plus haut niveau depuis début 2011.

En prévision sur le 1^{er} semestre 2016, la hausse du taux de marge des SNF se prolongerait : +0,5% au 1^{er} trimestre et +0,6% au 2^{ème}.

Taux de marge des sociétés non financières

(Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée)



INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES* - Hausse sur l'ensemble de l'année 2015 ... poursuite attendue sur les 6 premiers mois de 2016

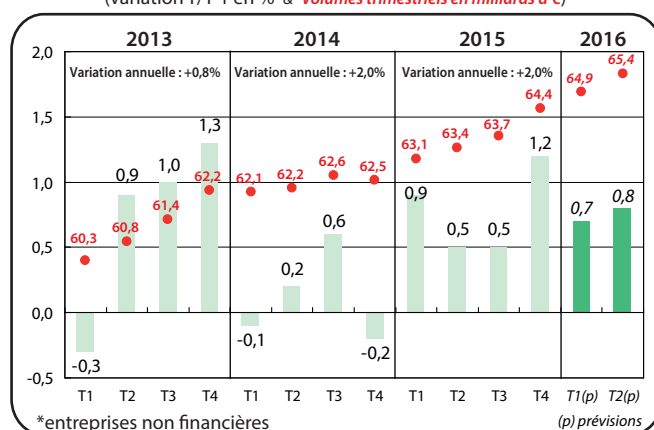
Au 4^{ème} trimestre 2015, l'investissement des entreprises (non financières) s'est accéléré à +1,2% après +0,5% lors des 2 trimestres précédents.

Sur l'ensemble de l'année 2015, les immobilisations ont progressé de +2,0%, soit au même rythme qu'en 2014. Le taux de marge qui remonte (gain de 1,7 point sur 2015) et des conditions de financement toujours très favorables participent à cette tendance depuis plusieurs trimestres.

En prévision sur le début d'année 2016, la progression des immobilisations des entreprises se poursuivrait à un rythme élevé (+0,7% au 1^{er} trimestre et +0,8% au 2^{ème}) parallèlement aux hausses anticipées du taux de marge.

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises*

(variation T/T-1 en % & Volumes trimestriels en milliards d'€)



CLIMAT DES AFFAIRES - Avril 2016 : en hausse dans l'industrie et le bâtiment ... en repli dans le commerce et les services

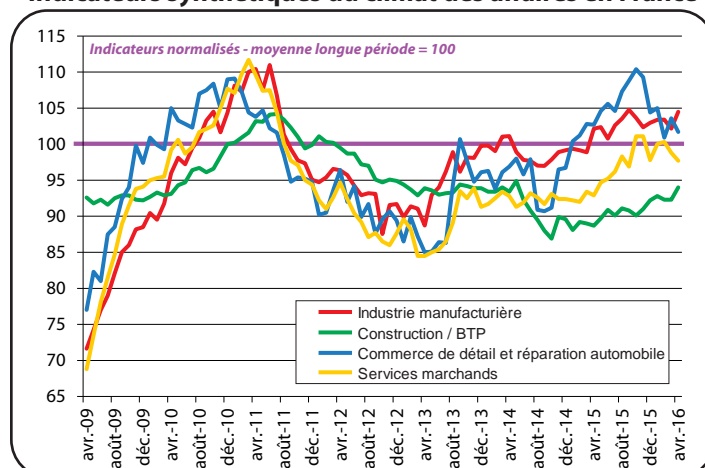
- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee, le climat des affaires gagne 2 points au mois d'avril (indicateur synthétique à 104, soit à un niveau supérieur à sa moyenne de long terme = 100). Les industriels sont aussi optimistes qu'en mars sur les perspectives générales (opinion sur l'activité de l'industrie dans son ensemble) avec un solde qui progresse de 1 point. Enfin, les carnets de commandes, déjà supérieurs à la normale en mars, se remplissent davantage.

- **Construction / BTP** - L'indicateur du climat des affaires s'améliore sur le mois d'avril (+2 points). Il se situe à 94, un niveau qu'il n'avait pas atteint depuis mai 2014, mais qui reste toutefois nettement en dessous de sa moyenne de long terme. L'opinion des entrepreneurs sur l'évolution globale du secteur s'améliore nettement et retrouve sa moyenne longue période pour la 1^{ère} fois depuis 2011. Toutefois, les carnets de commandes sont toujours jugés inférieurs à la normale et les capacités de production sous-utilisées.

- **Commerce de détail / automobile** - Le climat des affaires fléchit selon les entrepreneurs. L'indicateur synthétique perd 2 points sur avril et s'établit à 102. Les prévisions des chefs d'entreprise sont un peu moins optimistes qu'en mars : les trois soldes relatifs aux perspectives générales d'activité, aux ventes prévues et aux intentions de commandes sont en repli.

- **Services marchands** - En avril, le climat des affaires est quasi stable. L'indicateur synthétique recule de 1 point à 98, légèrement au-dessous de son niveau de long terme. Les perspectives générales sont également quasi stable. En revanche, les chefs d'entreprise sont plus nombreux qu'en mars à anticiper une baisse de l'activité et de la demande pour les prochains mois.

Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France



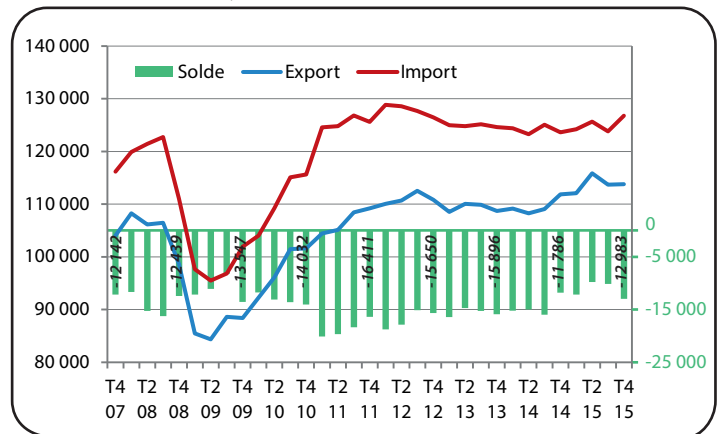
COMMERCE EXTÉRIEUR - Malgré un mauvais 4^{ème} trimestre, notre déficit du solde commercial s'est franchement amélioré sur l'ensemble de l'année 2015

Source : Douanes

Sur le 4^{ème} trimestre 2015, le déficit de notre solde commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) progresse très nettement de +28,1% par rapport aux 3 mois précédents pour s'établir à près de -13 milliards d'euros. Dans le détail, nos exportations stagnent (+0,1% comparé au 3^{ème} trimestre) tandis que nos importations augmentent (+2,4%).

Toutefois, sur l'ensemble de l'année 2015, le déficit de notre solde commercial s'est réduit assez franchement (-22,4%) en s'établissant à -45 Mds€ contre -58 Mds€ en 2014. Cette réduction relève essentiellement d'une hausse sensible de nos exportations (+4,3%) qui ont bénéficié du début de reprise en Europe et surtout des gains de compétitivité liés à la dépréciation de l'euro. Dans le même temps, nos importations n'ont progressé que de +0,8% en raison de l'allègement de la facture énergétique lié à la baisse du prix du pétrole et des matières premières.

Solde commercial en France
(données FAB/FAB y.c. matériel militaire - CVS-CJO en millions d'euros)



PIB - L'activité a redémarré à un rythme modéré en 2015 ... tendance qui se prolongerait en 2016

Source : INSEE

Au 4^{ème} trimestre 2015, l'activité a progressé de +0,3%, après +0,4% au 3^{ème} trimestre.

Au global sur 2015, la croissance du PIB s'est établie en progression de +1,2% après une année 2014 quasi atone.

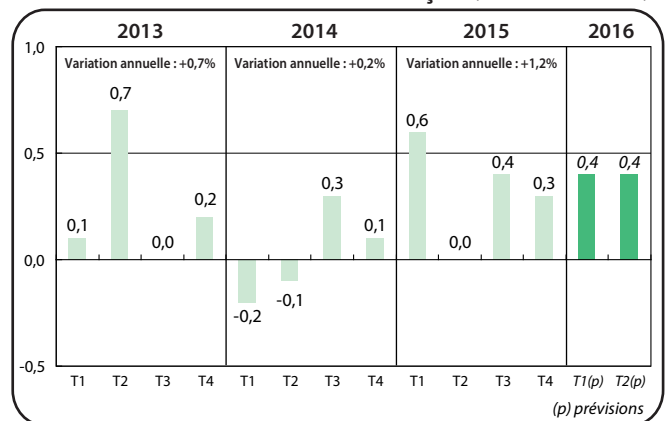
La hausse de la consommation des ménages (+1,4%) ainsi que celle des administrations publiques (+1,5%) ont été les principaux éléments ayant contribué positivement à l'activité.

A l'inverse, et malgré la bonne tenue des investissements des entreprises (+2,0%), les investissements globaux, ont pour leur part, stagné à 0,0% (-2,8% pour les ménages et -3,0% pour les administrations publiques).

Enfin, le commerce extérieur a de nouveau pesé sur la croissance (de -0,3 point).

En prévision sur le 1^{er} semestre 2016, la hausse de l'activité se poursuivrait (+0,4% par trimestre).

Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)



EMPLOI SALARIÉ MARCHAND - Après une nouvelle progression observée au 4^{ème} trimestre 2015, l'emploi salarié marchand a retrouvé son niveau d'il y a 3 ans

Source : INSEE

Selon l'Insee, l'emploi salarié marchand a continué d'augmenter au 4^{ème} trimestre 2015 de +0,2% (+31 800 postes) après +0,1% au 3^{ème} trimestre et +0,2% au 2^{ème}.

Sur un an à fin décembre 2015, l'emploi salarié s'inscrit ainsi en progression de +0,5% pour un gain de 82 300 emplois marchands. A fin 2015, la France comptait 15,948 millions d'emplois salariés marchands.

Évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité au 4^{ème} trimestre 2015 (secteurs marchands uniquement)

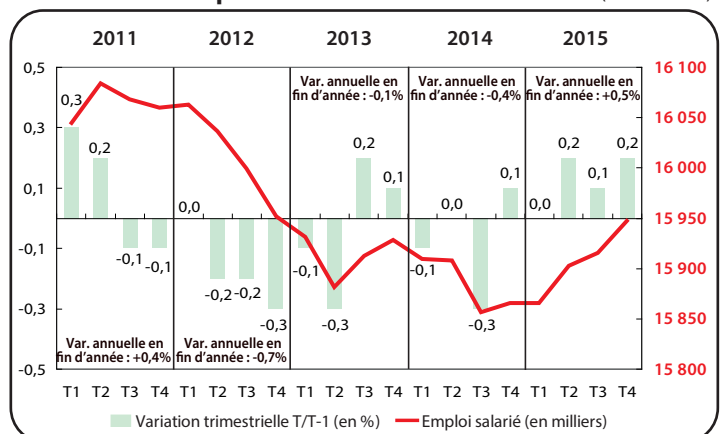
- Dans l'INDUSTRIE, 8 400 emplois ont été détruits (-0,3%), soit des pertes équivalentes à celles constatées en début d'année (-9 200 emplois au 1^{er}, -7 600 au 2^{ème} et -12 500 au 3^{ème}).

À fin décembre 2015, la France comptait 3,121 millions de salariés dans l'industrie, en recul de -1,2% sur un an (-37 700 postes).

- Dans la CONSTRUCTION/BTP, la dégradation des effectifs s'est prolongée à un rythme toutefois un peu moindre : 6 600 postes (-0,5%) ont été perdus au cours du 4^{ème} trimestre 2015, après -8 800 au 3^{ème} trimestre (-0,7%), -9 000 au 2^{ème} (-0,7%) et -11 100 au 1^{er} (-0,8%).

À fin décembre 2015, la France comptait 1,313 million de salariés dans la construction pour une évolution des effectifs de -2,7% sur un an (soit -35 500 emplois).

Évolution de l'emploi salarié - secteurs marchands (données cvs)

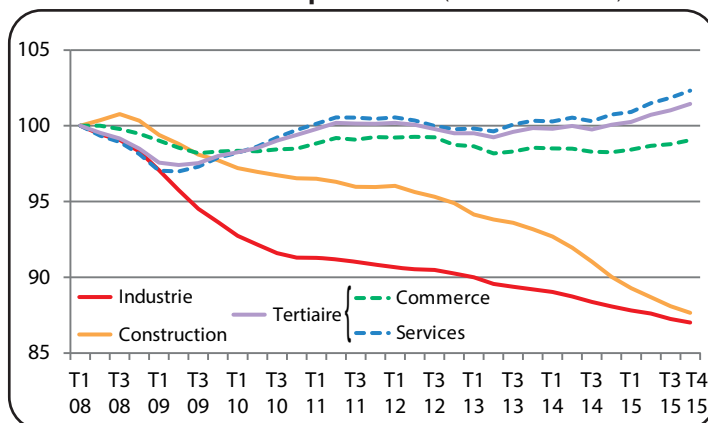


- Dans le TERTIAIRE (commerce + services marchands), les effectifs ont été de nouveau en progression au 4^{ème} trimestre de +0,4% (gain de 46 800 postes) après +0,3% au 3^{ème} trimestre, +0,5% au 2^{ème} et +0,2% au 1^{er}.

Si cette hausse relève, pour une part non négligeable, de la dynamique du marché de l'intérim (+3,3% au 4^{ème} trimestre, soit +18 900 intérimaires), l'emploi du secteur tertiaire hors intérim a continué également d'augmenter de +0,3%, pour un gain de 27 900 postes.

À fin décembre 2015, la France comptait 11,514 millions de salariés dans le secteur du tertiaire marchand pour une évolution des effectifs de +1,3% sur un an, soit +155 400 emplois salariés.

Évolution de l'emploi salarié (base 100 au T1 2008)



En perspective pour 2016, l'emploi salarié total continuerait son redressement et de manière un peu plus dynamique. En témoigne notamment la dernière enquête "Besoins en main-d'oeuvre" (BMO) réalisée par Pôle Emploi qui anticipe une hausse de 5,1% des projets de recrutement (1,827 million) sur l'année 2016 comparé à 2015, soit le plus haut niveau observé au cours des 7 dernières vagues d'enquête.

CHÔMAGE - Le taux de chômage se stabilise à 10,0% en fin d'année 2015

Source: INSEE - DARES

Selon Pôle Emploi, à fin février 2016, le nombre de demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A en France métropolitaine a fortement augmenté de +1,1% comparé au mois de janvier, soit 38 400 DE supplémentaires. Cette hausse efface la diminution du nombre de demandeurs d'emploi du mois précédent (-0,8% entre janvier 2016 et décembre 2015).

Toutes les catégories d'âges sont impactées par cette hausse du nombre de demandeurs d'emploi à fin février (comparé à janvier 2016) :

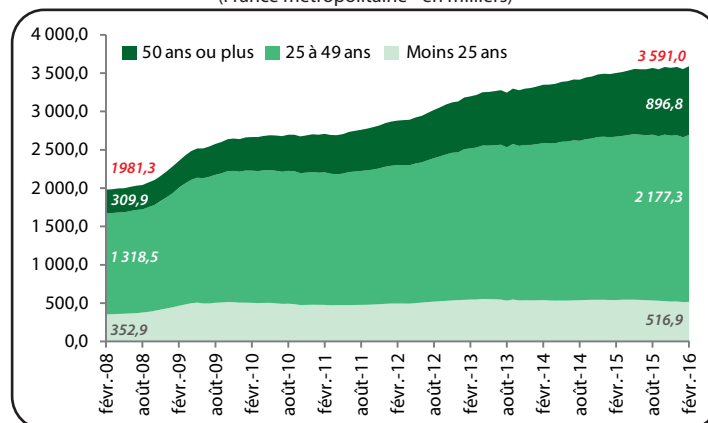
- => +0,5% pour les -25 ans (+2 700 DE)
- => +1,3% pour les 25/49 ans (+27 600 DE)
- => +0,9% pour les +50 ans (+8 100 DE).

Sur un an à fin février 2016, le nombre de DE en France métropolitaine s'établit en hausse de +2,5%, soit 88 900 personnes supplémentaires.

À fin février 2016, la France compte 3,591 millions de demandeurs d'emploi de catégorie A.

Demandeurs d'emploi de catégorie A

(France métropolitaine - en milliers)



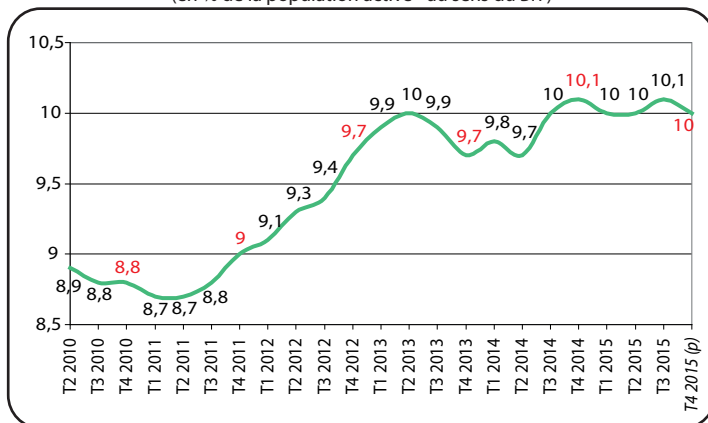
En moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2015, le taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine s'est établi à 10,0% de la population active, soit en léger repli de 0,1 point comparé au trimestre précédent.

La baisse du taux de chômage sur le 4^{ème} trimestre 2015 concerne l'ensemble des tranches d'âges, et plus particulièrement les jeunes :

- => taux à 24,0% pour les -25 ans (-0,3 point comparé au trimestre précédent)
- => 9,4% pour les 25-49 ans (-0,1 point)
- => 6,9% pour les +50 ans (-0,1 point)

Taux de chômage en France métropolitaine

(en % de la population active - au sens du BIT)



NOTES

Partenaires financeurs de l'OESTV



Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers
- Chambre des Notaires
- Fédération du Bâtiment de la Vendée
- Fédération Travaux Publics 85
- FNTR Pays de la Loire
- MEDEF Vendée
- ORCAB
- Ordre des Experts Comptables
- SYSTEME U Vendée
- SYDEV
- TRIVALIS
- UDAF Vendée
- UIMV
- UPA Vendée
- Association Entreprises des Olonnes
- Banque Palatine
- BDO Atlantique
- BTP CFA Vendée
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Entreprises
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Particuliers
- Casino des Pins
- CAUE Vendée
- CAVAC
- CER France Vendée
- CERA
- CNAM Vendée
- E.Leclerc - SAS Sodilonne
- E.Leclerc - SAS Sodiroche
- ERDF Vendée
- Escales Ouest / ARIDEV
- Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales
- Fleury Michon
- GAUTIER France
- Groupe ATLANTIC
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- ICES
- ICFS MESLAY
- KUHN-AUDUREAU SA
- Maison Départementale des Associations de Vendée
- Mutuelles de Vendée
- OCF
- PRAMAC
- Réseau Entreprendre Vendée
- SAUR Vendée
- Société Générale
- SOHETRA
- TV Vendée
- UDOGEC Vendée
- URSSAF Pays de la Loire
- Vendée Logement esh
- VM Matériaux
- You Industrie
- Yves COUGNAUD
- Communauté de communes de l'Île de Noirmoutier
- Communauté de communes des Olonnes
- Communauté de communes du Pays des Herbiers
- Communauté de communes du Pays de Challans
- Communauté de communes du Pays de Fontenay-le-Comte
- Communauté de communes Terres de Montaigu
- Roche sur Yon Agglomération
- Commune d'Olonne-sur-Mer
- Commune de Saint-Gilles-Croix-de-Vie
- Commune de la Tranche-sur-Mer
- Société Publique Régionale Pays de la Loire
- Conseil Départemental de la Vendée



Observatoire Économique, Social
et Territorial de la Vendée

Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 02.51.62.72.17 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr